

# GRAND CALAIS

Terres & Mers



## MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

**Fourniture d'équipements de signalétique pour l'ensemble  
des bâtiments communautaires**

**Cahier des Clauses Particulières**

**C.C.P**

## **1 - Objet du marché - Dispositions générales**

### **1.1 - Objet du marché**

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières ont pour objet la fourniture d'équipements de signalétique extérieurs et intérieurs.

Lieu de livraison : les différents bâtiments et équipements de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers.

### ***Normes***

Les prestations de services faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou à d'autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.

La référence des normes applicables figure dans la documentation technique.

### ***Documentation technique***

Le titulaire s'engage à fournir sans supplément de prix toute la documentation et ses éventuels rectificatifs rédigée en langue française nécessaire à la mise en œuvre, à l'utilisation et au contrôle du matériel fourni.

### **1.2 - Allotissement de la consultation**

La présente consultation n'est pas allotie.

### **1.3 - Unité monétaire**

La monnaie de compte du marché est l'euro.

### **1.4 - Forme du marché**

Le présent marché prendra la forme d'un accord cadre mono attributaire à bons de commandes, sans minimum et avec un maximum de commande, conformément aux dispositions des articles 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Les montants annuels prévus au marché sont les suivants :

<b>Montant minimum € HT Par an</b>	<b>Montant maximum € HT Par an</b>
0 €	50 000 €

## **1.5 - Conditions de passation des bons de commande**

### ***1.5.1 - Bons de commande***

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commande signés par le Représentant de la Personne Publique après proposition du service émetteur et visa des services financiers.

Si le prestataire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le représentant du pouvoir adjudicateur le mettra en demeure d'y satisfaire, dans un délai de 15 jours, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, jusqu'à la fin du marché, l'exécution de l'ensemble des prestations de fournitures ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

### ***1.5.2 - Bons de livraison***

Les livraisons se feront en présence d'un représentant de la Personne Publique, en l'occurrence le service demandeur, qui contrôlera la réception quantitative et qualitative des fournitures.

Celles-ci seront constatées par l'acceptation d'un bon de livraison mentionnant :

- le lieu et date de livraison
- la référence du bon de commande
- la nature et la quantité des fournitures livrées

Si le fournisseur ne se conforme pas aux dispositions du marché ou des bons de commande, le représentant du pouvoir adjudicateur le mettra en demeure d'y satisfaire, dans un délai de 15 jours, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

La personne publique confie au titulaire, jusqu'à la fin du marché précisée dans l'acte d'engagement, la livraison de la totalité des fournitures ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

## **1.6 - Conditions et délais de livraison des fournitures**

### ***1.6.1 - Délais de livraison des fournitures***

Le matériel commandé devra être livré au plus tard 3 semaines après la réception du bon de commande signé.

### **1.6.2 - Prolongation des délais d'exécution**

Les stipulations de l'article 13.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures courantes et services sont seules applicables.

### **1.6.3 - Date de début de livraison**

Les fournitures sont livrées conformément aux dispositions de l'article 20 du Cahier des clauses administratives générales Fournitures Courantes et Services.

Le délai de livraison de chaque bon de commande part de la date de notification du bon correspondant.

## **1.7 - Clauses Techniques**

Cf. Annexe technique au CCP

## **1.8 - Conditions de vente**

Le présent marché est passé à l'exclusion totale des conditions de vente générales ou particulières du fournisseur.

## **1.9 - Application de l'article D.8222-5 du code du travail**

En application de l'article D.8222-5 du code du travail le ou les titulaires du marché produisent, **tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché**, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. D.8222-5) ;
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement lorsque le cocontractant emploie des salariés (art. D.8222-5) ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. R. 324-4-1°-b)) ; l'attestation sur l'honneur doit être produite tous les six mois, sauf si, compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, cela conduit à représenter une attestation déjà fournie par le titulaire du marché ;

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, et après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du code du travail. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai de un mois.

## **2 - Pièces constitutives du marché**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### **2.1 - Pièces particulières**

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
- Le règlement de consultation
- Le bordereau des prix unitaires
- Le bordereau d'aide à la décision

### **2.2 - Pièces générales**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article « Mois d'établissement des prix du marché » ci-après :

- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG – Fournitures Courantes et Services) en vigueur.

## **3 - Contenu du marché**

Le présent point liste les différentes fournitures demandées dans le présent marché :

- Adhésifs vinyles avec impression numérique
- Plaques Dibond avec impression numérique
- Drapeaux extérieurs
- Film dépoli
- Plaques modulables intérieures

## **4 - Prix - Variation dans les prix - Règlement des comptes**

### **4-1-Contenu des prix**

Conformément à l'article 10.1.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services, les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison.

#### **4-1-1 - Forme de prix**

Prix révisable chaque année selon les prix catalogue du fournisseur.

#### **4-1-2 - Variation des prix**

Clause de butoir : les prix ne pourront pas varier de plus de 3%.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois ci-après : **Novembre 2017** ; ce mois est appelé "mois zéro".

### **4-2-Modalités de règlement**

#### **4-2-1-Régime des paiements**

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article 115 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

#### **4-2-2-TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

#### **4-2-3-Présentation des demandes de paiement**

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- le nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les livraisons effectuées et les prestations exécutées ;
- la date de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 25.3 du CCAG FCS ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.

Les demandes de paiement seront adressées à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers  
Direction des Ressources Financières  
76 Boulevard Gambetta - CS 40 021  
62 101 CALAIS CEDEX

#### **4-2-4-Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au mandataire et ses cotraitants en cas de groupement.

#### **4-2-5-Délais de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement.

#### **4-2-6-Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

#### **4-2-7-Périodicité des paiements**

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations.

#### **4-2-8-Avance**

Il ne sera pas alloué d'avance.

## **5 - Conditions d'exécution**

### **5.1 - Modalités d'intervention**

#### ***5.1.1 - Période d'intervention***

Lorsque les fournitures sont livrées dans les locaux du pouvoir adjudicateur, les interventions s'effectuent à l'intérieur de la plage horaire définie ci-après et appelée :

« période d'intervention » : 8 H 30 - 12 H 00 et 14 H 00 - 17 H 00 du lundi au vendredi.

#### ***5.1.2 - Adresse de livraison***

L'adresse de livraison des fournitures sera précisée lors de l'émission de chaque bon de commande et se situe sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers.

### **5.2 - Vérifications quantitatives**

Les vérifications quantitatives seront effectuées conformément aux dispositions des articles 22 et 23 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

Il est procédé sous 7 jours calendaires à compter de la réception de la commande à sa vérification quantitative.

Si la quantité n'est pas conforme aux stipulations de la commande, la Communauté d'Agglomération Grand Calais exigera du titulaire de reprendre l'excédent fourni ou de compléter la livraison.

### **5.3 - Vérifications qualitatives**

Les vérifications qualitatives seront effectuées conformément aux dispositions des articles 22 et 23 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est procédé sous 7 jours calendaires à compter de la réception de la commande à sa vérification qualitative (défaut grossier ou erreur sur la classification ou référence telle qu'elle peut être perçue avant toute utilisation).

Si la qualité fournie n'est pas conforme aux stipulations de la commande, la Communauté d'Agglomération Grand Calais exigera au titulaire de mettre fin aux désordres constatés en se conformant à la commande initiale ou d'accorder une remise sur la facture dans le cas où la livraison peut être acceptée telle quelle.

Le titulaire supportera les frais occasionnés par la manutention et le transport supplémentaires et devra répondre dans le délai contractuel maximum du marché (7 jours calendaires) sous peine d'encourir des pénalités de retard. En cas d'urgence, la Communauté d'Agglomération du Calaisis pourra exiger une livraison supplémentaire exceptionnelle pour ce complément de commande.

Tant que la réception conforme n'est pas prononcée, la facture correspondant à la commande litigieuse ne pourra faire l'objet d'un paiement.



## **5.4 - Admission**

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG FCS par le pouvoir adjudicateur.

## **5.5 - Garantie**

Conformément à l'article 28 du CCAG FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an.

Le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

## **5.6 - Garantie contre les tiers**

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriété intellectuelle ou industrielle dont il propose l'emploi pour l'exécution du marché.

## **5.7 - Garantie de remise en état**

Le présent marché ne fait pas l'objet de garantie de remise en état des prestations.

# **6 - Protection de la main d'œuvre et clause sociale**

## **6.1 - Protection de la main d'œuvre**

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

## **7 - Exécution complémentaire**

### **7.1 - Modification du contrat**

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article 139 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

## **8 - Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **9 - Transport**

Conformément à l'article 19.3 du CCAG FCS, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

La Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers ne pourra être rendue responsable, ni mise en cause pour tous les accidents qui pourraient survenir au personnel du fournisseur ou livreur lors de la livraison des fournitures du fait de l'utilisation ou non de son matériel ; il appartient au fournisseur de s'assurer contre tous risques d'accidents pouvant survenir soit, à son personnel, soit, à des tiers, du fait de l'exécution de son marché.

## **10 - Pénalités et primes**

### **10.1 - Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures courantes et Services, les pénalités de retard pourront être appliquées par le pouvoir adjudicateur le lendemain du jour où le délai contractuel de livraison a expiré. Ces pénalités seront à hauteur de 1% du montant de la commande non fournie pour chaque jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG – Fournitures Courantes et Services, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble du marché.

## **11 - Dispositions applicables en cas d'intervenant étranger**

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Les demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article « Prix - Variation dans les prix - Règlement des comptes » du présent document.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

## **12 - Résiliation**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et selon les dispositions des articles 29 à 36 du CCAG FCS.

## **13 - Litiges et différends**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

## **14 - Dérogations aux documents généraux**

Dérogation de l'article 14.1.1 du CCAG FCS par l'article 10-1 du présent CCP.

Dérogation de l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article 10-1 du présent CCP.